

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 20/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL**

Route Lorguichon  
BP 5  
14540 Castine-En-Plaine

Références : 2026.144  
Code AIOT : 0005301094

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement REVIVAL implanté Route de Lorguichon LA GUERRE 14540 Castine-en-Plaine. L'inspection a été annoncée le 15/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL
- Route de Lorguichon LA GUERRE 14540 Castine-en-Plaine
- Code AIOT : 0005301094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Ce site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2010. Cet arrêté a été complété et modifié à plusieurs reprises et notamment par l'arrêté complémentaire du 16 janvier 2020, qui acte le classement Seveso seuil haut du site sous la rubrique ICPE n° 4510. De nombreuses activités sont exercées sur le site, dont les principales sont :

- broyage de métaux ferreux, dont des véhicules hors d'usage dépollués et des D3E dépollués ;
- broyage de batteries automobiles au plomb ;
- traitement des résidus de broyage lourds et légers produits par des broyeurs de métaux non ferreux.

L'exploitant a un projet de modification de son site qui vise à l'ajout d'une unité de fonderie de plomb en continuité avec le process et les installations existantes et au sein du périmètre actuel du site. Aussi une procédure d'autorisation environnementale est-elle en cours, l'enquête publique s'étant terminée le 12 mars 2026.

Cette visite s'est concentrée sur le contrôle des conditions d'exploitation de la partie du process de traitement des métaux située au nord du site, dans la continuité des constats observés lors de la visite précédente du 11 septembre 2025.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les modalités de rejets des émissaires de rejet canalisé atmosphérique existant ont été abordées en marge de la visite, de même que le rappel de l'importance de mettre en place un programme d'actions efficace visant à réduire d'avantage les émissions diffuses. Ces éléments ont été intégrés à la demande d'informations complémentaires rédigée par la DREAL dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Bâtiment métaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bâtiment métaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 14	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit veiller à ce que les dispositifs de détection incendie du bâtiment métaux soient rendus opérationnels dans les meilleurs délais.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Bâtiment métaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/12/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Désenfumage.</b>  Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :  - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;  A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.  En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.  Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.  Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué en réponse à la précédente inspection que la surface utile de désenfumage</p>

<p>actuelle du bâtiment métaux représentait 7,15 m<sup>2</sup> : elle est donc inférieure à la référence des 2%. Toutefois, l'exploitant a indiqué que ce bâtiment était destiné aux métaux non ferreux et aux faibles apports journaliers de papiers et cartons. Revival s'est engagé à évacuer quotidiennement la faible quantité de cartons pouvant être déposés durant la journée (quantité inférieure à 100 m<sup>3</sup>) vers la zone d'activité dédiée du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans ces conditions, l'atteinte des 2% de surface de désenfumage n'est pas requise. Cet engagement de l'exploitant concernant les modalités d'exploitation et l'absence de stock de longue durée ou supérieur à 100 m<sup>3</sup> de combustibles au sein du bâtiment métaux sera intégré à l'encadrement réglementaire du site lorsque l'occasion de la prise d'un nouvel arrêté préfectoral se présentera.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Bâtiment métaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/12/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Systèmes de détection et d'extinction automatiques.</b>  Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni un devis signé du 17 mars 2026 concernant la pose d'une détection incendie</p>

<p>multicritère (2 capteurs optiques et 2 capteurs thermiques) au sein du bâtiment métaux, raccordée à la centrale d'alarme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la pose et du bon fonctionnement de ce système dans les meilleurs délais. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui fournir le justificatif de bon fonctionnement sous 2 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>